

Le point sur...

Africités 5 - Marrakech (16-20 décembre 2009)

<http://www.diplomatie.gouv.fr>

■ Origine et précédents sommets

La première édition des sommets Africités a eu lieu à Abidjan, en 1998. Organisés par le Partenariat pour le développement municipal (PDM) jusqu'en 2006 à Nairobi, ils se sont ensuite tenus à Windhoek, en 2000, et à Yaoundé, en 2003. Lors du sommet Africités 3, à Yaoundé, ont été créées Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique (CGLUA) et la Conférence africaine de la décentralisation et du développement local (CADDEL). Africités 5 a été organisé par CGLUA.

■ 3 600 participants en 2009

- Plus de 1 500 maires et élus locaux, 34 ministres provenant de 72 pays, dont 47 africains. Pour la 1^{re} fois à Africités, participation de représentants de pays non africains (Chine et Haïti notamment).
- 17 collectivités françaises engagées dans la coopération décentralisée, coordonnées par Cités Unies France
- Des représentants d'organisations internationales (Banque mondiale, ONU-Habitat, PNUD, FENU, Commission européenne) et d'organisations régionales africaines (UEMOA, PDM, CADDEL)
- Des partenaires du développement (MAEE, AFD, BAD, Banque mondiale, Commission européenne, GTZ...)
- Et de nombreuses ONG, des opérateurs privés et des chercheurs.



■ Le rendez-vous des villes africaines



Le sommet Africités (www.africités.org) rassemble tous les trois ans les collectivités locales africaines et leurs partenaires pour faire progresser l'action des collectivités locales. La cinquième édition a été organisée par Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique, à Marrakech, du 16 au 20 décembre 2009 sur le thème « *La réponse des collectivités locales et régionales d'Afrique*

à la crise globale : promouvoir le développement durable et l'emploi ». À l'issue du sommet, une déclaration, avançant des éléments de réponse à la crise globale grâce au développement local et pour énoncer les enjeux futurs du mouvement municipal africain, a été présentée par les participants.

Ce qu'il faut savoir

- **La déclaration commune des participants** réaffirme l'importance des sommets Africités, espaces de dialogue technique et politique, et d'élaboration de propositions. Elle insiste sur le rôle prépondérant des collectivités locales africaines pour sortir de la crise globale.
- La déclaration annonce la création d'un **fonds** pour faciliter la **coopération décentralisée entre pays africains** et mettre en place un **centre de renforcement des capacités des élus et du personnel des collectivités locales africaines**. Elle prévoit l'organisation d'une **conférence sur les conséquences du changement climatique pour l'Afrique**.
- **La déclaration des maires et élus locaux** recommande un retour à l'unité de CGLUA et annonce la tenue d'une assemblée électorale (congrès sur l'unification) en mars 2010 à Abuja (Nigeria).
- **46 conventions de partenariats** entre des collectivités du Maroc et d'Afrique subsaharienne et une centaine d'autres ont été annoncées.

■ Pour aller plus loin :

- Le site officiel d'Africités
<http://www.africités.org/>

- Le site du MAEE
http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/actions-france_830/gouvernance-democratique_1053/colonne-droite_4598/evenements_19369/africités-5-marrakech-16-20.12.09_78874.html

voir rubrique Événements dans Actions de la France > Gouvernance démocratique

Africités 5 - Marrakech (16-20 décembre 2009)

<http://www.diplomatie.gouv.fr>

Ce sommet a permis aux 3 600 participants d'échanger leurs expériences lors des nombreuses sessions de travail organisées et en se rencontrant sur le salon professionnel Citexpo.

■ **25 sessions thématiques** ont en particulier débattu de la lutte contre la pauvreté, du soutien à l'emploi, de la concertation des acteurs pour l'élaboration de stratégies locales et de la préservation de l'environnement. Elles ont également permis l'expression de groupes d'acteurs spécifiques : syndicats de travailleurs, entreprises, autorités traditionnelles, femmes, jeunes, etc.

■ **42 sessions spéciales** ont servi à présenter des programmes et des réseaux existant ou en projet, comme l'Institut africain de la gouvernance, le Fonds mondial pour le développement des villes, le Centre de Marseille pour l'intégration en Méditerranée.

Lors des sessions thématiques et spéciales, l'accent a été mis sur les réponses locales africaines vis-à-vis de la crise globale. Le développement de partenariats public-privé a été encouragé dans plusieurs sessions. L'importance de la gouvernance démocratique a également été soulignée.

Les influences réciproques entre développement urbain et changement climatique ont fait l'objet de deux sessions spéciales, le sommet de Copenhague étant abondamment commenté dans les diverses sessions.

■ Au cours de plusieurs ateliers, la coopération décentralisée française a été mise en valeur en présence de nombreux élus locaux français. La Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT) du MAEE a saisi l'occasion pour consolider un réseau des directeurs et responsables de la coopération décentralisée africaine constitué autour des directeurs de la coopération décentralisée de l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine). La première réunion aura lieu le 20 janvier 2010, à Dakar, lors du Sommet des régions du monde.

■ **Deux documents stratégiques copilotés par la DGM** ont été présentés lors d'une conférence de presse :

1. Les « **Orientations de la coopération française en appui à la gouvernance urbaine** », préparées par un groupe de travail pluri-acteurs et publiées en décembre 2009. Celles-ci incitent à mettre en œuvre de nouvelles pratiques pour la gouvernance des villes. Afin de leur donner vie, un **Partenariat français pour la ville et les territoires** (PFVT) a été lancé en juillet 2009. Une action-phare de ce PFVT sera sa participation au Forum urbain mondial de Rio en mars 2010.
2. La « **Charte européenne de la coopération en matière d'appui à la gouvernance locale** », préparée en 2008 par des acteurs étatiques et non étatiques, avec une coordination française et européenne (CE). La création de cette charte visait à prendre en compte l'importance croissante de la gouvernance locale pour le développement et à rechercher une

meilleure coordination entre les différents acteurs de la coopération impliqués au niveau local.

■ Parallèlement aux cycles de conférence, le **salon CITEXPO** permettait aux collectivités africaines et à leurs partenaires de présenter leurs projets et leur expérience. Un stand France rassemblait le ministère des Affaires étrangères et européennes, l'AFD, l'Institut des sciences et des techniques de l'équipement et de l'environnement pour le développement (ISTED), l'Institut de gestion déléguée (IGD) et Cités Unies France (CUF).

■ Une **assemblée élective de CGLUA** est prévue du 6 au 9 mars 2010 à Abuja, Nigeria, afin de permettre un retour à l'unité du mouvement municipal africain.

CGLUA va créer un **fonds** pour faciliter la **coopération décentralisée entre pays africains** et mettre en place un **centre de renforcement des capacités** des élus et du personnel des collectivités locales africaines.

■ Enfin, l'organisation d'une **Conférence africaine sur les conséquences du changement climatique sur l'Afrique** a été annoncée, sans précision de date.

**Africités 6 : Dakar, Sénégal,
du 4 au 8 décembre 2012.**